



10b / 2016

Les multinationales, une contribution significative et nécessaire à notre prospérité et à l'innovation

14.10.2016 updated on 14.10.2016

L'essentiel en bref

La Suisse bénéficie indiscutablement de la présence de nombreuses multinationales, aussi bien suisses qu'étrangères, sur son sol. Ces entreprises, qui représentent 36% du PIB et 29% des emplois, agissent comme des multiplicateurs de valeur ajoutée et d'innovation. Elles contribuent au dynamisme des PME locales et des centres de formation et de recherche.

La présence de multinationales n'est jamais acquise. La concurrence entre places économiques est féroce. Le maintien de conditions cadres compétitives est donc indispensable. De même il importe de lever au plus vite les facteurs d'incertitude qui pèsent sur l'ensemble du tissu économique à l'instar de la réforme de la fiscalité des entreprises III et de nos relations avec l'Union européenne.

Position d'economie suisse

- Les entreprises multinationales installées en Suisse contribuent significativement à la prospérité du pays. Elles génèrent 36% du PIB et 29% des emplois.
- Les PME tirent profit de l'implantation des multinationales, par le biais de contrats de fourniture ou de sous-traitance, ou en bénéficiant du développement de pôles de compétences ou de l'accès à des chaînes de valeur internationales.
- Les multinationales représentent environ 70% des dépenses de recherche du secteur privé.
- Les décisions d'implantation des entreprises multinationales en Suisse pour leurs activités de recherche et innovation sont principalement guidées par l'accès à une main-d'œuvre qualifiée et la proximité avec les marchés.
- Pour que la place économique suisse reste forte et attractive, il convient de

préserver des conditions-cadre favorables et éviter toute réglementation inappropriée.

Les multinationales en Suisse, une longue tradition



Terre d'élection de nombreux sièges d'entreprises internationales, la Suisse est également le pays d'origine de multinationales connues dans le monde entier, dont beaucoup ont été créées à la fin du 19ème siècle. L'histoire commune entre la Suisse et les multinationales n'est donc pas récente et est l'une des composantes clé de notre succès.

Qu'est-ce qu'une multinationale ?

Dans le langage courant, une multinationale est souvent assimilée à une grande entreprise internationale, connue des consommateurs. La réalité est plus nuancée. Il n'existe pas de définition universellement reconnue des multinationales, ce qui explique certains écarts entre les études.

La définition donnée par l'Office cantonal de la statistique de Genève est pertinente [1] : une entreprise multinationale est une société, ou un groupe de sociétés, de capitaux dont les activités principales (de production ou de prestations de services) s'exercent dans plusieurs pays (minimum trois) et font l'objet d'une gestion ou d'un contrôle centralisé. On considère que les multinationales suisses sont celles dont le siège social est basé en Suisse alors que les multinationales étrangères ont leur siège social hors du pays. Cette définition ne pose pas – à juste titre – de critère de taille, de sorte que certaines PME et entreprises familiales actives dans plusieurs pays sont recensées dans cette catégorie. Elles sont parfois qualifiées de « micro-multinationales ». On les retrouve par exemple dans l'industrie des machines suisse, ou dans le secteur des nouvelles technologies.



La région lémanique bénéficie tout particulièrement de l'implantation des entreprises multinationales. Dans les cantons de Genève et Vaud, elles représentent plus de 40% du PIB et ont créé deux-tiers des nouveaux emplois entre 2000 et 2010. [2]

Contribution déterminante pour notre prospérité

Les multinationales sont pourvoyeuses de nombre d'emplois, souvent à haute valeur ajoutée, et participent de manière significative à la création de la valeur ajoutée dans notre pays. Via les impôts et les taxes dont elles s'acquittent, elles participent par ailleurs au financement des prestations de l'Etat (écoles, hôpitaux, transports publics, routes, etc). En faisant appel aux entreprises locales, elles contribuent au dynamisme de l'ensemble du tissu économique (voir chapitre 3) et sont l'un des piliers de l'innovation, en étroite collaboration avec les Hautes Ecoles. Enfin, les employés des multinationales consomment sur place et paient des impôts. De par leurs contributions directes et indirectes, les multinationales jouent un rôle clé pour la place économique suisse et pour la prospérité du pays. Pourtant, leur apport est trop souvent méconnu du grand public et elles font l'objet d'idées reçues.

Les multinationales sont un moteur de l'innovation

Les PME helvétiques sont particulièrement innovantes, grâce à leur flexibilité et leur spécialisation, mais nombre d'entre elles manquent souvent de moyens financiers et humains pour développer de nouvelles idées et les amener sur le marché. Aussi, c'est surtout l'interaction entre les entreprises multinationales, les PME, les hautes écoles et d'instituts de recherche qui permet à notre pays de disposer d'une grande force d'innovation et de création de valeur. Les multinationales jouent un rôle central dans ce dispositif :

- elles mandatent des PME pour développer de nouvelles solutions innovantes et compétitives ;
- elles apportent leur savoir-faire, aussi bien sur le plan technologique que sur celui de l'organisation et de la gouvernance d'entreprises ;
- elles disposent souvent de fonds propres plus importants, ce qui leur permet d'investir dans de nouvelles machines et d'encourager ainsi des évolutions technologiques ;
- elles collaborent avec les hautes écoles pour développer de nouvelles technologies ;
- elles facilitent la création de spin-offs et autres start-ups grâce à leurs moyens financiers et à leur taille critique.

Environ 70% des dépenses de R&D du secteur privé provient des multinationales

Par ailleurs, les multinationales établies en Suisse contribuent à hauteur d'environ 70% des dépenses de recherche du secteur privé. Les deux groupes Novartis et Roche font partie des vingt entreprises ayant les plus grands budgets de recherche à l'échelle mondiale, avec respectivement 8.8 et 8.7 milliards de francs. Au vu des moyens financiers conséquents et des places de travail qui y sont attachées, on ne peut que constater l'importance de maintenir et d'attirer des multinationales dans notre pays. Au niveau national, les vingt multinationales les plus actives dans le domaine de la recherche et du développement génèrent quelque 4,7% du PIB et représentent au total plus de 80 000 emplois en Suisse.

- Nestlé investi 60% de son budget de recherche dans notre pays. Neuf de ses 40 centres de recherche et développement dans le monde se trouvent en Suisse.
- Novartis considère la Suisse comme un pôle central pour ses activités de recherche et développement et y a investi 3,6 milliards de francs en 2015, soit 42% de ses dépenses de recherche mondiales.

La vigilance est de mise car nos concurrents ne sont pas en reste : la part de l'économie privée dans les dépenses en recherche et développement a cru de 11% à 16% au sein des pays membres de l'OCDE entre 1994 et 2004. [3]

Les multinationales déposent la majorité des demandes de brevets

La Suisse se trouve en bonne position en matière d'innovation si l'on se réfère au nombre de demandes de brevets déposées. Selon les chiffres 2015 de l'Office européen des brevets (OEB), la Suisse a affiché un nombre record de 7066 demandes, se classant en 6ème position derrière les Etats-Unis, l'Allemagne, le Japon, la France et les Pays-Bas. **Mais en rapport avec la population, la Suisse arrive en tête avec 873 demandes par million d'habitants en 2015.**

Roche est l'entreprise qui dépose le plus de demandes (644), ABB arrive en deuxième position (563), suivi par Nestlé (410) et Novartis (369).

PME et entreprises multinationales : une interdépendance gagnante

La Suisse a résisté aux chocs économiques et aux récentes crises financières en grande partie grâce à la diversité de son tissu économique et aux intenses relations entre les PME locales et les multinationales.

Les PME génèrent plus de 30% de leur chiffre d'affaires grâce aux contrats de sous-traitance qui leur sont confiés par des entreprises cotées à la bourse suisse

Les PME travaillent souvent avec les multinationales en matière de recherche et développement, ce qui leur permet de se profiler en tant que fournisseurs de composants hautement spécialisés, notamment sur des marchés de niche, et d'intégrer leurs activités dans des chaînes de valeur internationales ^[4]. Les PME peuvent ainsi acquérir de nouveaux débouchés pour leurs produits ou services. Par ailleurs, elles bénéficient de la renommée de leurs clients ou donneurs d'ordre : en travaillant avec des marques connues, elles gagnent à leur tour en visibilité. Pour leur part, les multinationales peuvent développer de nouveaux produits innovants grâce à la spécialisation des PME.

Une impulsion déterminante pour la création de clusters

La coopération entre PME et multinationales renforce les réseaux d'entreprises et permet de constituer des pôles de compétences (clusters). On le constate tout particulièrement dans la région lémanique où la présence de grandes entreprises, combinée avec celle d'organisations internationales actives dans les domaines de la santé, du commerce international ou de l'aviation, ainsi que d'universités et de centres de recherche, a permis de développer des réseaux très denses et de favoriser la croissance d'entreprises locales dans ces secteurs.

Pourquoi les multinationales investissent-elles pour la recherche et l'innovation en Suisse ?

La présence de multinationales n'est jamais acquise. Des conditions cadres compétitives sont indispensables. Il est donc essentiel de garder à l'esprit, lors de l'élaboration de lois et de votations populaires, les critères-clés qui concourent à la décision d'implantation et de maintien d'activité de recherche et innovation des multinationales suisses et étrangères.

Selon l'étude « F&I-Aktivitäten multinationaler Unternehmen in der Schweiz » de l'Université de Saint-Gall (Gassmann, Homann, Palmié, 2016), la présence de main-d'œuvre qualifiée et d'instituts dédiés à la recherche de pointe (hautes écoles, EPFL et EPFZ en particulier) est le principal critère de choix d'implantation pour les entreprises multinationales, qu'elles soient suisses ou étrangères. Les produits développés dans notre pays étant très souvent issus de la technologie de pointe, l'accès à des travailleurs hautement qualifiés est primordial.

La proximité avec les marchés et les clients est également citée comme importante, notamment pour les sociétés étrangères. Sans surprise, les multinationales étrangères non européennes recherchent l'accès au marché de l'UE. Le soutien à la production locale et les facteurs politiques, avantages fiscaux en tête, pèsent également dans la balance.

Partenaires de premier plan des hautes écoles

Les entreprises multinationales sont des acteurs de premier plan en matière de coopération avec les hautes écoles et les écoles supérieures. Elles apportent non seulement des moyens financiers conséquents, mais également des projets débouchant sur des solutions concrètes et axées sur le marché. Cela permet de développer les connaissances, de stimuler l'innovation et d'assurer la compétitivité du pays. Bien souvent, ces coopérations prennent la forme de créations de chaires, laboratoires ou d'autres unités spécifiques. Leur avantage réside dans le fait qu'elles s'inscrivent dans la durée et que la recherche est orientée vers la pratique. Les entreprises multinationales, suisses ou étrangères sont également les employeurs préférés des jeunes diplômés suisses.

L'importance des collaborations entre entreprises et hautes écoles – L'exemple de Nestlé

Nestlé collabore avec la majorité des universités et hôpitaux universitaires de Suisse, en particulier avec l'Université de Lausanne, l'ETH Zurich et l'Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne (EPFL). Nestlé a également conclu un partenariat avec le Brain Mind Institute (BMI) de l'EPFL et a installé son Institute of Health Sciences sur le campus de l'EPFL en 2011. Celui-ci effectue de la recherche fondamentale portant sur la compréhension de la santé et des maladies dans le but de développer des solutions nutritionnelles préservant la santé. Il accueille aujourd'hui près de 160 scientifiques.

Les défis de la place économique et scientifique suisse

Faire face à la très vive concurrence d'autres places économiques

La concurrence entre places économiques est féroce pour attirer les entreprises les plus dynamiques et leurs investissements. Pour preuve, 90% des 1000 entreprises détenant les budgets de recherche et développement les plus importants mènent déjà de ce type d'activités hors du pays où se trouve leur siège.

Les Etats-Unis affichent toujours une très forte attractivité : par exemple, Novartis a installé un institut pour la recherche biomédicale dans le Massachussetts en raison du vivier de talents à disposition et de la présence d'institutions comme le Massachusetts Institute for Technology. L'Allemagne demeure un sérieux concurrent de la Suisse, sans oublier la Chine qui commence également à tirer son épingle du jeu.

La Suisse ne peut se reposer sur ses lauriers

La Suisse dispose de nombreux et indéniables atouts dans la compétition internationale : environnement libéral, stabilité politique, niveau de qualification des résidents, innovation, qualité des infrastructures, etc. Mais il n'y a pas de quoi nous reposer sur nos lauriers. Nous assistons à une érosion des conditions-cadre due aussi bien à des facteurs externes (franc fort, progrès réalisés par les places économiques concurrentes, singulièrement en Asie) qu'internes. C'est sur ce dernier plan que nous pouvons et devons agir et rester très vigilants. Trois dossiers clés méritent d'être relevés, comme particulièrement problématiques pour les multinationales : les relations Suisse-UE et l'accès au marché du travail étranger, la réforme de la fiscalité des entreprises III (RIE III) ainsi que la réglementation relative à la responsabilité en matière de droits de l'homme et de l'environnement.

Préserver les Bilatérales et l'accès à la main-d'œuvre étrangère qualifiée

La Suisse bénéficie d'un accès aux marchés internationaux et à un bassin de main-d'œuvre très qualifié. Or depuis l'adoption de l'initiative populaire « Contre l'immigration de masse » en février 2014, les incertitudes concernant les modalités de mise en œuvre de ce texte et leurs conséquences sur la voie Bilatérale pèsent sur le climat des affaires. L'accès au marché européen est particulièrement important pour les multinationales et elles doivent également pouvoir recruter des spécialistes du monde entier pour continuer à innover et créer de la valeur depuis la Suisse.

Lever au plus vite l'incertitude en matière de fiscalité

Une partie des entreprises multinationales bénéficie de régimes fiscaux spéciaux qui seront prochainement abolis afin que la Suisse s'adapte aux nouveaux standards internationaux. Le Parlement a adopté, en juin dernier, les mesures permettant de préserver l'attractivité de la Suisse et donc la présence des multinationales. Cette RIE III est d'une importance vitale. Elle est soutenue par les milieux économiques, la

majorité du Parlement et les cantons. Mais un référendum est en cours de récolte de signatures, prolongeant l'incertitude qui règne déjà depuis trop longtemps. La population devra se prononcer vraisemblablement en février 2017.

Garder le sens de la mesure en matière de responsabilité sociale et environnementale

Certains reprochent aux entreprises multinationales de ne pas suffisamment agir pour éviter des violations des droits de l'homme et de l'environnement dans leurs activités à l'étranger. Une plateforme de plus de 70 organisations a lancé, en avril 2015, une initiative qui demande la mise en œuvre d'un mécanisme de responsabilité civile pour les entreprises, pour leurs activités à l'étranger. Cette modification de la Constitution, si elle était adoptée, ferait de la Suisse le seul pays à disposer d'une telle réglementation et serait, de fait, désavantagée par rapport aux autres places économiques. Nous préconisons l'application ciblée de réglementations internationalement reconnues pour remédier aux infractions commises par des entreprises. Les Principes directeurs pour les entreprises internationales de l'OCDE, sont un outil bien plus efficace à cet égard. Ils s'appuient sur un mécanisme de mise en œuvre : les Points de contact nationaux (PCN), qui aident les entreprises à prendre des mesures appropriées afin de promouvoir les objectifs des Principes directeurs. Les PCN fournissent une plateforme de médiation et de conciliation pour résoudre les questions pratiques qui peuvent se présenter avec la mise en œuvre des Principes directeurs.

Les propositions qui visent à sanctionner unilatéralement les abus sont en revanche contre-productives. Des réglementations rigides – imposées uniquement à l'échelle suisse – sont tout aussi nuisibles. Elles entravent les évolutions internationales, sapent l'initiative individuelle et ne font aucune distinction en fonction des activités et de la taille des entreprises.

Conclusion et propositions d'économiesuisse

La Suisse a surmonté le double inconvénient d'avoir un territoire exiguë – et donc un marché intérieur très restreint – et de ne pas disposer de matières premières pour se positionner parmi les économies les plus compétitives et innovantes au plan mondial. Il s'agit de préserver le tissu économique très diversifié et complémentaire, composé d'entreprises de différentes taille, exportatrices ou axées sur le marché intérieur, dans tous les secteurs industriels et des services.

Les autorités politiques, les partenaires sociaux et la population ont tout intérêt à maintenir des conditions-cadre attractives, en particulier :

- assurer l'accès aux marchés pour les entreprises basées en Suisse en favorisant par exemple le libre-échange et en continuant à conclure de nouveaux accords dans ce domaine ;
- maintenir l'accès à une main-d'œuvre bien formée et spécialisée ; cela passe par le soutien sans faille au système de formation et de recherche helvétique et par la possibilité d'engager du personnel étranger sans tracasseries administratives ;
- disposer d'une fiscalité incitative et conforme aux standards internationaux, telle que les mesures prévues par la troisième réforme de la fiscalité des entreprises ;
- éviter les réglementations unilatérales et inutiles qui entravent la liberté économique et découragent les investisseurs.

C'est seulement ainsi que l'on favorisera l'innovation, moteur de notre économie et de l'emploi.

-
1. Les multinationales à Genève, Coup d'œil n°47, OCSTAT, janvier 2011
 2. Les entreprises multinationales basées à Genève et Vaud, The Boston Consulting Group, juin 2012
 3. Guimón, José (2011). Policies to benefit from the globalization of corporate R&D: An exploratory study for EU countries. *Technovation*, 31, 77–86
 4. The value chain describes the full range of activities that firms and workers do to bring a product from its conception to its end use and beyond. This includes activities such as design, production, marketing, distribution and support to the final consumer. The activities that comprise a value chain can be contained within a single firm or divided among different firms. Value chain activities can produce goods or services, and can be contained within a single geographical location or spread over wider areas.